

Ils font tous le forcing pour que l'arabe soit enseigné à l'école

écrit par Christine Tasin | 7 décembre 2015



<http://resistancerepublicaine.com/2015/ils-veulent-que-lecole-de-la-republique-enseigne-aux-enfants-larabe-pour-quils-deviennent-djihadistes/>

Ils y mettent de la bonne volonté, mais il faut dire qu'ils ont de la constance.

Belkacem continue ce que Peillon avait initié, et Peillon ne faisait que reprendre des demandes socialistes datant de plusieurs années.

Peillon ? C'était il y a un peu plus d'un an, en février 2014 :

[Renforcement de l'apprentissage des langues régionales et de l'arabe](#)

Le ministre de l'Education nationale français Vincent Peillon a réaffirmé jeudi dernier l'importance de l'apprentissage des langues régionales ainsi que de l'[arabe](#) en France.

Pour lui le prétexte c'était l'économie (qu'est-ce qu'on se

marre... tous les échanges avec l'Arabie saoudite et autres pays usant de pétro-dollars se faisant en anglais...)

Selon Vincent Peillon, « l'arabe est une langue de sélection dans les grandes écoles », et une demande « dans le milieu économique ». Le ministre a également ajouté : « ce n'est pas un ghetto pour quelques uns, mais une chance pour tous ».

L'arabe est en effet la deuxième langue la plus parlée en France, et les échanges commerciaux entre la France et les pays de l'autre côté de la Méditerranée restent considérables.

<https://www.translatemedia.com/fr/blog/renforcement-de-lapprentissage-des-langues-regionales-et-de-larabe/>

Il faut dire aussi que cela fait un bon moment que les socialistes réclament à cor et à cris l'apprentissage de l'arabe dans nos établissements scolaires :

Déjà, en 2010, la Fédération PS du Nord appelait à proposer l'arabe en première langue dans les collèges, à égalité avec l'anglais ou l'allemand... Doit-on douter que [Amar Lasfar](#), le grand copain de Martine Aubry, ait joué un certain rôle dans l'affaire ?

Et nos collabos de première ne sont pas en reste.:

Libération n'y va pas avec le dos de la cuiller "les cours d'arabe à l'école, une nécessité"(sic !) et la démonstration implacable, tout y passe... Sentiment d'exclusion, pauvres enfants qui ne connaissent pas leur histoire (ah bon, leur histoire ce n'est pas celle de la France ? S'ils ne connaissent pas l'histoire de leurs parents c'est à ces derniers que la faute incombe, non ? Avez-vous jamais vu les enfants d'immigrés français aux USA, au Canada ou au Brésil voir l'histoire de leurs parents enseignée à l'école ?

«Les banlieues [en français dans le texte] sont bien plus diverses que les ghettos

des villes américaines [...]. Comparées aux bidonvilles américains, les banlieues ont un habitat et un niveau de sécurité relativement décents», écrit le journaliste et écrivain américain George Packer dans une belle enquête publiée par le New Yorker. Mais le «sentiment d'exclusion» de ces «communautés aliénées» est «un problème aigu que la République a négligé depuis des décennies». De fait, «la distance psychologique qui sépare le «93» des Champs-Élysées est bien plus grande qu'entre le Bronx et Times Square». L'un des problèmes explorés par George Packer est bien entendu l'inadaptation du système scolaire. «Un soir, dans un restaurant thaï à Aulnay-sous-Bois, Ben Ahmed me dit : “Je connais à peine mon histoire. Elle n'est pas enseignée ; et parce qu'elle est douloureuse, ma mère et mon grand-père ne m'en ont jamais parlé [...]». Et comme ni nos parents ni l'Etat ne nous disent cette histoire, d'autres gens viennent nous raconter des mensonges pour justifier des choses injustifiables.”»

Les programmes sont encore moins adaptés aux besoins des enfants des banlieues qu'à ceux des centres-villes, et ces zones sont les plus mal loties de l'Education nationale. George Packer décrit le décrochage des garçons vers 14 ans, l'entrée dans une vie précaire, le ressentiment, la prévalence de l'antisémitisme et l'attraction paradoxalement exercée par le FN sur ces jeunes Français malgré tout fiers de l'être.

Vers la fin de son enquête, le journaliste américain évoque la fameuse phrase de Manuel Valls, prononcée peu après les attentats de janvier 2015, sur cet «apartheid territorial, social, ethnique». Et rencontre Nicolas Cadène, «rapporteur général» sur la laïcité auprès du Premier ministre. Le «jeune et sincère politicien socialiste» lui explique qu'il faut commencer par réformer l'école. Mettre plus d'histoire coloniale dans les programmes, et aussi «encourager l'enseignement de l'arabe». Packer laisse passer la formule sans commentaire. Elle est pourtant explosive.

Comme le rappelait un intéressant article de Juliette Bénabent publié par Télérama en mai sur l'enseignement de l'arabe en France (1), Najat Vallaud-Belkacem, tout juste nommée ministre de l'Education, fut victime d'un montage, une fausse circulaire encourageant les maires à instaurer des cours d'arabe. «Son cabinet est tétanisé par le sujet», dit à la journaliste Bruno Levallois, ancien inspecteur général de la langue arabe à l'Education nationale. Bruno Levallois faisait partie de l'équipe de Vincent Peillon, l'ancien ministre PS de l'Education qui avait déclaré en 2012 : «L'enseignement de l'arabe doit être un axe de développement

stratégique du ministère.»

Aujourd'hui, le sujet est complètement bloqué, aggravé même puisque l'annonce de la suppression des classes bilingues signifierait la fin de toute possibilité d'apprendre l'arabe en sixième dans le cadre de l'école publique. Il y a très peu de postes ouverts au Capes ou à l'agrégation d'arabe, certaines années zéro. Aucune mesure n'est prise pour favoriser le recrutement d'enseignants contractuels compétents.

C'est tout de même curieux. L'arabe est la seconde langue parlée en France et toute la population est consciente de l'acuité du problème des banlieues – même si les interprétations diffèrent. Si Voltaire ou Diderot étaient parmi nous, ils donneraient raison à Peillon. Il est simplement limpide qu'il faut de toute urgence engager une action à long terme destinée à permettre aux élèves qui le souhaitent de prendre arabe seconde langue au collège. Aujourd'hui, la plupart des jeunes qui reçoivent des cours d'arabe le font en dehors de l'école publique, dans le cadre d'associations d'inspiration confessionnelle. Est-ce vraiment souhaitable ? Pour les jeunes des banlieues – les garçons sans doute plus que les filles -, l'école publique est souvent perçue comme un instrument d'exclusion. Est-ce ce que nous recherchons ?

Ben voyons, carrément des références à Voltaire et Diderot qui ne supportaient pas les religions ? Ils étaient trop cultivés pour ignorer que l'arabe est la langue du coran et n'est utilisée que pour le coran, les musulmans venant de plusieurs pays différents utilisant à chaque fois un arabe dialectal et non l'arabe classique, celui du coran. Donc si on suit l'argumentation du journaliste, il faudrait aussi parler arabe à l'école au lieu de français pour que les descendants d'immigrés ne se sentent pas exclus. Et les nôtres, d'enfants, ils ne se sentent pas exclus quand leurs camarades saluent copains et professeurs en arabe et leur crient "sale céfran" ?

Du point de vue de l'enseignement, l'arabe dit «moyen», celui de la presse et de la littérature moderne, est un magnifique outil d'apprentissage linguistique et culturel. Et le marché de l'emploi, lui, est grand ouvert aux arabisants – comme en témoignent les cours d'arabe offerts aux étudiants des grandes écoles. Manuel,

Najat, encore un effort !

http://www.liberation.fr/chroniques/2015/10/13/les-cours-d-arabe-a-l-ecole-une-necessite_1403199

Naturellement Le Monde n'est pas en reste...

Enseignons davantage l'arabe à l'école

Dans une période riche de réformes et [débats](#) sur les enseignements scolaires et leurs modalités pratiques, on retrouve certaines constantes sur le sort de la langue arabe à l'école de la République. Malgré les rapports critiques, les articles de fond et les quelques sollicitations politiques de ces dernières années, rien n'est fait pour [prendre](#) la mesure des conséquences de ce renoncement scolaire. Au-delà [du rappel d'une discrimination implicite](#), le sort réservé à la langue arabe dans l'enseignement est révélateur des difficultés de la République à [vouloir concilier](#) l'universel et le particulier quand, dans les discours, la citoyenneté se confond avec l'identité.

Pourtant, la [France](#) fut un des pays occidentaux les plus dynamiques et investis dans l'enseignement de la langue arabe avec la fondation de l'école des langues orientales en 1795, la création de l'agrégation d'arabe en 1905 et du capes en 1975. L'héritage des Lumières et les enjeux de la colonisation furent décisifs dans cette volonté de [former](#) des arabisants. Paradoxalement, alors qu'aujourd'hui la demande sociale et les incitations des multinationales sont bien plus fortes qu'au XIXe et au XXe siècle, aucune mesure ambitieuse n'est menée pour [garantir](#) la continuité d'un enseignement conséquent de l'arabe.

Si cette langue est bien enseignée à près de 9 000 enfants et adolescents du système scolaire aujourd'hui en France, plus de 40 000 autres suivent des cours dans de nombreuses structures associatives. Non seulement, l'Etat accepte cette situation mais il consacre la plus grande partie du budget de l'enseignement de l'arabe aux lycées français de l'étranger. Dans les deux cas, que ce soit sur le territoire français ou à l'étranger, comment ne pas [voir](#) là une volonté d'externalisation de l'enseignement de l'arabe, une mise en périphérie engagée par

les institutions ?

La plupart des poncifs réunis

Les résistances sont nombreuses, à toutes les échelles. Prétextant le risque communautaire ou les dérives islamistes, beaucoup de chefs d'établissement refusent l'arabe comme LV2 ou LV3 quand les rectorats incitent davantage au développement du chinois (27 000 élèves) jugé plus porteur. La plupart des poncifs sont ici réunis : langue d'une « communauté », langue « religieuse », langue « dangereuse ».

Vous avez dit “poncifs” ? Je réponds “réalisme”.

Le gouvernement cède le terrain à un enseignement associatif moins encadré participant de plain-pied à une construction autonome de groupes sociolinguistiques communautaires. Le gouvernement ne prend pas en compte l'inclusion dans la République des citoyens français descendants de la colonisation et de l'immigration du Maghreb (dont la très grande majorité n'est pas arabophone). Enfin, supposant que la langue arabe ne serait étudiée que par des publics scolaires qui y seraient liés par leur [histoire](#) familiale, le gouvernement déconsidère la portée de cette langue, participant ainsi à sa dépréciation conjoncturelle. Et l'arabe souffre bien de glissements inconscients qui, implicitement, l'associent à une dangerosité pour la République.

Non, non, pas implicitement. Explicitement l'arabe, en 2015, est la langue des injures contre les juifs, les chrétiens, les mécréants. La langue du rap et des Indigènes de la République qui menacent carrément les blancs qui ne se mettraient pas au pas...

Or, loin de [favoriser](#) le communautarisme, toute langue étrangère enseignée à l'école est avant tout une connaissance de l'autre. Faudrait-il donc [rappeler](#) à nos dirigeants que l'arabe est une langue sans religion, que l'enseigner, c'est [ouvrir](#) à une vision complexe et dynamique des mondes arabes pour en [souligner](#) la diversité culturelle, la richesse littéraire, historique et philosophique ? Faut-il aussi [redire](#) que le choix des langues vivantes n'est pas que le résultat de logiques identitaires, que les logiques d'offre ou de distinction sociale sont

bien plus déterminantes ? N'est-il pas enfin temps d'assumer qu'aucune langue n'est incompatible avec la République ?

L'arabe, langue de l'islam, est donc comme l'islam incompatible avec la République. Que les locuteurs arabes se débarrassent de l'islam et on en reparlera. Parce que l'arabe est d'abord une langue communautariste qui exclut l'autre et ne cherche pas à le connaître.

Miser sur le potentiel des étudiants

Le parallèle avec le sort des langues régionales en France est instructif. Déconsidérées par le rapport de l'abbé Grégoire en 1794 et proscrites dans le cadre de l'enseignement sous la IIIe République, elles ont retrouvé les bancs de l'école après la seconde guerre mondiale. Malgré [les débats](#) autour [Charte européenne des langues régionales et minoritaires](#), le basque, l'alsacien, le breton, le flamand et d'autres ont été reconnus comme « appartenant au patrimoine de la France » et sont enseignés à près de 270 000 élèves du secondaire. Les langues régionales ou de l'arabe suscitent cette même inquiétude pour des langues qui, sans [être](#) étrangères à la Nation, pourraient en [fragiliser](#) l'unité.

Ça c'est l'ultime saloperie, mettre les langues régionales sur le même plan que l'arabe, les victimiser toutes, dénoncer la France jacobine et révolutionnaire...

Bref *Le Monde*, *Libération*, Peillon, Bel Kacem et tous les autres n'ont qu'une envie, développer toujours davantage la mondialisation et l'islam et faire disparaître notre histoire et notre identité.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/06/10/enseignons-davantage-l-arabe-a-l-ecole_4651210_3232.html

Question de Béotienne.

Qui s'est un jour inquiété de l'enseignement du portugais à l'école ?

Comment se fait-il que les très nombreux enfants portugais ne se soient jamais plaints de sentiment d'exclusion, de ne pas connaître leur histoire et de ne pas pouvoir choisir le portugais en première ni même en seconde langue vivante ?

Comment se fait-il ? J'attends la réponse.